



## Editorial

## Comment tirer parti de la migration ?



Benjamin Kuriyo,  
Directeur de publication

populations surtout des jeunes et des femmes vers les pays du Golfe arabo-persique. D'autres tentent leurs chances dans les pays de l'Afrique australe comme le Malawi, le Mozambique, la Zambie et l'Afrique du Sud.

Un jeune contacté depuis Maputo, la capitale Mozambique se confie. Il exerce le petit commerce dans cette métropole de 2 millions d'habitants. Entre 2006 et 2016, les affaires marchaient très bien. Et les commerçants gagnaient beaucoup d'argent. Et les banques commerciales accordaient des prêts en fonction des capacités financières de chacun.

Cependant, la pandémie de Covid-19 a plongé le pays dans une crise économique sans précédent qui touche également les opérateurs économiques. Certains commerçants décident de mettre la clé sous la porte ou rentrent dans leurs pays d'origine. Notre interlocuteur invite les deux gouvernements à renforcer

la coopération pour faciliter les échanges commerciaux.

Les travailleurs migrants contribuent au développement du pays de destination. D'après l'Organisation des Nations Unies, la migration vers un pays plus riche peut être une voie rapide pour réduire la pauvreté non seulement des migrants mais aussi des membres de leurs familles restés dans leur pays d'origine. Une fois dans le pays d'accueil, les revenus des migrants augmentent rapidement. Ils sont souvent multipliés par 10 et les gains sont répartis entre les membres de la famille et les amis dans le pays d'origine au moyen de transferts de fonds. Ces transferts sont utilisés pour payer la nourriture, le logement, les soins de santé des membres de la famille et l'éducation des enfants ainsi que pour investir dans des entreprises.

Au fil des années, les migrants facilitent les exportations et les importa-

tions entre les pays. Les plus qualifiés partagent aussi leurs connaissances et leur savoir-faire avec ceux qui sont restés au pays. Certains retournent dans leur pays après avoir travaillé à l'étranger, apportant avec eux des compétences et des économies. Dans les pays de destination, les migrants offrent aux employeurs une main-d'œuvre bon marché, peu qualifiée et, au fil des années, beaucoup investissent dans l'immobilier, les commerces et de nouvelles entreprises qui créent des emplois, rapportent les experts de l'ONU.

En 2012, l'Inde a reçu 70 milliards de dollars en transferts de fonds, soit plus de trois fois le montant des investissements étrangers directs. L'Egypte a reçu 21 milliards de dollars, soit trois fois la valeur des revenus qu'elle tire de l'exploitation du canal de Suez. Le Sénégal est dans la catégorie des pays où la rente de la migration a supplanté l'aide publique au développement et les investissements directs étrangers. Beau-

coup de localités du pays, surtout celles plus exposées aux vulnérabilités environnementales, dépendent des transferts des migrants pour financer les besoins de base des ménages et certaines initiatives socio-économiques. Le Burundi s'inspire de l'expérience des autres pays pour faire participer les travailleurs migrants au développement du pays.

L'ONU invite les gouvernements à faciliter les flux des fonds des migrants en réduisant les frais d'envoi. Ils doivent également promouvoir l'accès à l'épargne, aux cadres et aux produits de régimes d'assurance maladie liés aux envois de fonds. Pour des besoins de financement, les gouvernements peuvent émettre des obligations à l'endroit de la diaspora afin de mobiliser l'épargne des diasporas. Pour gagner le pari, les gouvernements doivent améliorer la qualité des données sur la migration et les transferts de fonds

### Le Président Burundais en Tanzanie pour renforcer la coopération

Le Président Burundais Evariste Ndayishimiye effectuera du 22 au 24 octobre 2021 une visite d'Etat en Tanzanie. Selon le communiqué du ministère tanzanien des Affaires Etrangères et de la Coopération Est-Africaine, le Président Burundais s'entretiendra avec son homologue Samia Suluhu Hassan de la Tanzanie sur la coopération bilatérale. Au cours de sa visite, Ndayishimiye va poser la première pierre de la construction de l'usine de production des fertilisants de la société burundaise Itracom.

En compagnie de la Présidente Tanzanienne, il va effectuer une visite du chantier de construction d'une voie ferrée à écartement standard et du port sec de Kwala, où le Burundi s'est vu attribuer 10 hectares par la Tanzanie. C'est au moment où plus de 95% des importations et des exportations du Burundi passent par le port de Dar-Es-Raam et le corridor central. Le Chef de l'Etat burundais se rendra également dans l'archipel semi-autonome de Zanzibar, où il s'entretiendra avec le président Hussein Ali Mwinyi.

### Tanzanie : FOMI prévoit créer 3000 emplois

La société FOMI est en cours de construction en Tanzanie. Dans une visite effectuée par Prof Adolf Mkenda, ministre tanzanien de l'agriculture au Burundi, on a précisé que le coût de cet investissement est évalué à 180 millions USD. On compte embaucher 3000 personnes. Cette société aura une capacité de production de 600 000 tonnes par an au moment où l'usine installée au Burundi a une capacité de 120 000 tonnes par an réparties en 50.000 tonnes d'engrais organo-minéraux et 70 000 tonnes de chaux agricole. Selon Mkenda, les agriculteurs tanzaniens ont besoin d'une quantité de fertilisants qui varie entre 400 000 et 500 000 tonnes par an.

### BRB : opérationnalisation d'un système automatisé

Depuis le 10 septembre 2021, la Banque centrale a opérationnalisé un système automatisé de traitement des chèques en compensation. Pour le fonctionnement optimal et sécurisé du système, quatre règles sont à respecter. Celles-ci sont notamment, l'usage obligatoire des chèques normalisés qui sont disponibles auprès des banques commerciales et de la Régie Nationale des Postes. Les utilisateurs doivent veiller à ne rien écrire dans la partie inférieure du chèque où se trouvent les informations nécessaires et requises pour le traitement automatique du chèque, à savoir: le numéro du chèque, le numéro de compte, les codes banque et agence, le code devise et la clé de contrôle. Ils doivent également veiller à ne pas dépasser 15 millions de FBu sur chaque chèque traité en compensation automatisée et utiliser les ordres de virement quand le montant à tirer dépasse les 15 millions de FBu.

### Vers l'ouverture d'un grand débat sur l'économie nationale

La première édition du forum national sur le développement inclusif et durable se tiendra du 18 au 19 novembre 2021 au Palais des Congrès de Kigobe. Il s'agit d'un cadre d'échange qui sera ouvert aux intellectuels Burundais résidents au pays, à l'étranger ou alors aux partenaires soucieux du développement souhaitant apporter leur contribution à la reconstruction et au développement durable du Burundi. Selon les organisateurs de ce forum, le développement durable escompté doit être à la fois économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement tolérable. Le social doit être un objectif, l'économie un moyen et l'environnement une condition.

L'objectif de ce forum est de mobiliser l'ensemble des compétences des Burundais, pour une contribution aux différentes réflexions et aux différentes actions visant à faire du Burundi un pays émergent d'ici 2040. Accroître et améliorer la production, exploiter le potentiel minier comme base de l'industrialisation et l'expansion des recettes d'exportation, la gestion du marché et des réserves de change...sont entre autres les thèmes sur lesquels porteront les échanges. Ces activités verront la participation des intellectuels Burundais de renommée internationale, notamment Dr Léonce Ndikumana, éminent chercheur et enseignant à l'université de Massachusetts, Libérat Mpfumukeko, ex-secrétaire général de la Communauté de l'Afrique de l'Est aujourd'hui représentant des emprunteurs auprès de la Banque Mondiale, Dr Désiré Manirakiza, enseignant d'universités et Coordonnateur national du Programme d'Autonomisation Economique et d'Emploi des Jeunes (PAEEJ). Ainsi, des contributions pointues et indépendantes pourront être apportées sur des thématiques clés pour le développement économique, et des recommandations et lignes directrices proviendront des discussions menées au cours du Forum.

### Forum des femmes leaders, 2<sup>ème</sup> édition : Tous contre la malnutrition



Femmes leaders, unissons-nous contre la malnutrition au Burundi », tel était le thème central du forum des femmes leaders, 2<sup>ème</sup> édition tenu à Bujumbura du 19 au 20 octobre 2021. Ce forum a été organisé par la Première Dame du Burundi et Présidente de l'Organisation des Premières Dames d'Afrique pour le Développement (OPDAD), Angéline Ndayishimiye.

Dans son allocution, Mme Ndayishimiye a fait savoir que l'objectif de ce forum est de donner l'occasion aux femmes leaders d'échanger sur le pas déjà franchi dans le combat contre la malnutrition au Burundi et de donner l'occasion aux femmes leaders Burundaises d'apprendre beaucoup de l'expérience des autres pays et de définir d'autres stratégies pour arriver à l'éradication de la malnutrition au Burundi. Elle a appelé les femmes leaders burundaises à sensibiliser les parents, sur les bienfaits de l'allaitement maternel. Elle a saisi cette occasion pour lancer officiellement une campagne de 5 ans dénommée « malnutrition zéro ».

Lors des cérémonies d'ouverture de ce forum, Le Président de la République Evariste Ndayishimiye a déploré que le Burundi regorge de différentes variétés de nourriture mais que beaucoup de Burundais sont touchés par la malnutrition. Il a exhorté les femmes leaders à s'impliquer davantage dans le renforcement de la sécurité alimentaire et sanitaire de la population.

**BurundiEco**

N° 25 Av. Moso - ROHERO 2  
Référence CNC : 100/CNC/236/2012  
Parution le vendredi  
Tirage : 5000 exemplaires  
Directeur de publication et  
Rédacteur en chef :  
Benjamin Kuriyo  
Rédacteur en chef adjoint:  
Mélance Maniragaba  
Service commercial :  
+257 22 277868 / 75129129

Imprimé par HOPE DESIGN

#### Taux de change du 20 Octobre 2021

Sources : BRB/www.brb.bj

Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	1978	2010
Euro	2303	2340
Shi. Kenyan	17,8140	18,1013
Shi. Tanzanien	0,8601	0,8740
Shi. Ougandais	0,5450	0,5538
Fr Rwandais	1,9437	1,9751

# La réouverture du marché de Kamenge prévue pour bientôt

Le marché de Kamenge sera opérationnel d'ici peu. Les travaux de reconstruction sont presque terminés. Ils sont à 99%. Ceux de la partie intérieure sont déjà terminés. Il reste le toilettage de la façade de ce marché. La réouverture serait prévue pour le mois de novembre, fait savoir une source émanant de la commission de reconstruction de ce marché



Les travaux sont à 99%. La réouverture de ce marché prévue pour novembre.

**M**ardi le 19 octobre 2021. Il est 15h dans la zone de Kamenge, commune Ntashangwa en Mairie de Bujumbura. Sur la 6<sup>ème</sup> avenue menant vers l'ancien marché de Kamenge, le mouvement n'est pas dense comme sur d'autres avenues. Au niveau du marché, elle est bouclée. Au Nord-Est du marché, un gigantesque mall est en pleine construction. Au niveau de ce marché, deux barrières sont installées à l'entrée et à la sortie. Des agents de sécurité sont sur chaque extrémité pour contraindre quiconque veut dépasser les cordes servant de barrières.

## Des travaux presque terminés

Au marché de Kamenge proprement dit, on constate que les travaux touchent presque à leur fin. Seuls quelques travaux s'effectuent à l'extérieur dudit marché. Au Nord-Est du marché, quelques maçons et aide-maçons procèdent au finissage d'un caniveau séparant les blocs et le parking. Les lampadaires qui vont servir à éclairer ce marché pendant

la nuit sont installés tout autour. On constate également que l'intérieur de ce marché est électrifié. Des allées destinées pour les véhicules anti-incendie sont également aménagées à l'intérieur de ce marché. Des points de raccordement de l'eau en cas d'incendie sont déjà installés en face de ce marché. « Il sera pour le moment facile de s'approvisionner en eau en cas d'incendie et personnes ne va étaler ses marchandises dans ces allées », se réjouit un habitant de Kamenge rencontré sur place.

## La réouverture de ce marché prévue pour novembre

Selon une source émanant de la commission chargée de la reconstruction de ce marché, les travaux sont à 99%. Il reste le toilettage de la façade extérieure de ce marché ainsi que la réhabilitation de l'avenue qui mène vers ce marché. Cette dernière pourra connaître un certain retard. « Les travaux effectués

à l'intérieur de ce marché ont été déjà bouclés ». Selon lui, la réception provisoire des travaux a déjà eu lieu. La même source nous révèle que la réouverture est prévue dans un mois. Ce sera au mois de novembre et elle coïncidera avec la clôture de la caravane du Flambeau de la Paix qui débute très prochainement. « Il fera partie des infrastructures qui seront rouvertes dans le cadre du Flambeau de la Paix », précise-t-il. « Dans deux semaines, on aura affiché les listes des commerçants qui

vont avoir des places dans ce marché », a-t-il ajouté.

## Une leur d'espoir pour les commerçants

Le marché de Kamenge a pris feu dans la nuit du 03 octobre 2020. Plus de 85% dudit marché sont partis en fumée. 4 milliards BIF se sont volatilisés dont des infrastructures d'une valeur de 1,5 milliards BIF et des marchandises d'une valeur de 2,5 milliards BIF. Après ce désastre, des commerçants se sont organisés pour installer un marché de secours sur la route pavée séparant les zones Cibitoke et Kamenge, sur la 12<sup>ème</sup> et la 13<sup>ème</sup> avenue de la zone Cibitoke ainsi que la 7<sup>ème</sup> avenue de la zone Kamenge. Les commerçants rencontrés sur place se réjouissent de pouvoir enfin retrouver leurs clients très bientôt. C'est le cas d'une vendeuse de l'huile de palme à la 13<sup>ème</sup> avenue de la zone Cibitoke qui dit avoir du mal à trouver des clients à cet endroit. « On peut passer une journée sans rien vendre. Par exemple, on est 16h alors que depuis le matin je n'ai vendu aucun litre de cette huile », explique-t-elle. « Quand j'exerçais dans l'ancien marché de Kamenge, je vendais un bidon d'huile de palme par jour mais, aujourd'hui, une semaine peut passer sans que je ne l'écoule », explique-t-elle. Elle espère retrouver ses clients très prochainement. Sa capacité d'accueil sera d'à peu près 1900 places. Le coût de sa reconstruction est estimé à 3 milliards de FBu.

Bruce Habarugira

## DEVELOPPEMENT

### Province de Kayanza-Infrastructures

# Un plein essor contrecarré par le manque d'espaces

Le développement s'accélère dans la province de Kayanza. Des unités de transformation agro-alimentaire naissent comme des champignons. Malheureusement, face aux multiples projets de développement, le manque d'espaces pour ériger des infrastructures reste problématique

La province de Kayanza est l'une des 18 provinces qui forment le pays. Selon Justine Komezadusabe, conseillère chargée de l'administration et des finances dans la province de Kayanza, cette province a une superficie de 1252,84 km<sup>2</sup>.

« Les habitants de la province de Kayanza sont estimés à 762.671, soit une densité de 622 habitants/km<sup>2</sup> », informe-t-elle.

La province de Kayanza est composée par 9 communes, à savoir: Butaganzwa, Gahombo, Gatara, Kabarore, Kayanza, Matongo, Muhanga, Muruta et Rango. Au Nord de la province de Kayanza se situe le Rwanda, à l'Est la province de Ngozi, à l'Ouest les provinces de Cibitoke et Bubanza et au Sud la province de Muramvya.

Elle s'étend sur la région naturelle de Mugamba dans trois communes (Kabarore, Matongo, Muruta), la région de Buyenzi dans les six communes qui restent et une partie de la commune Rango qui couvre la région naturelle de Kirimiro.



La province de Kayanza s'attèle à la réalisation des projets de développement. A cause de la démographie galopante, des espaces pour construire des infrastructures de développement communautaire manquent.

## La transformation agro-alimentaire pour valoriser la production agricole

« Les habitants de la province de Kayanza vivent de l'agriculture et de l'élevage. Les cultures vivrières sont dominées par la culture de la pomme de terre, la culture du maïs, la culture du blé, la culture du haricot, la culture du riz, la culture de la banane, la culture du petit pois, la culture de la banane, la culture des choux... », fait remarquer

Mme Komezadusabe avant d'annoncer que pour valoriser la production, les personnes se sont lancées dans la transformation des produits alimentaires. C'est dans ce cadre que sont nées des unités de transformation des bananes comme la société « Dukore Twitezimbere », la société « Imena Soma Usubire »...

La conseillère chargée de l'administration et des finances dans la province de Kayanza précise que d'autres unités de transformation du maïs et du riz existent dans la

commune Muhanga, une autre de transformation de Maracouja à Matongo.

Elle signale également qu'à Gatara, on fait la transformation du haricot en bouillie. Et de renchérir : « A Kayanza, il y a une usine de transformation du café et à Rwegura, il y a une usine de transformation du thé ». Mme Komezadusabe déplore l'existence d'une unité de transformation des avocats, qui, malheureusement manque de matières premières pour fonctionner.

## Des minerais et des sites touristiques comme richesses naturelles

La conseillère chargée de l'administration et des finances dans la province de Kayanza rappelle qu'il y a des sites touristiques à Kayanza. Elle cite 3 sites de tombeaux royaux, les eaux thermales de Kabarore (aménagées) et les eaux thermales de Matongo, un abîme (Igisumanyenzi) où on jetait les filles abusées sexuellement qui tombaient enceintes....

« La province de Kayanza produit le coltan dans la localité de Kabarore », certifie Mme Komezadusabe.

## Des projets de développement en cours

Mme Komezadusabe indique que les grands chantiers sont la construction d'un bureau provincial à trois niveaux et celle du stade de Gatwaro. Cela sous financement des

habitants de la province à travers les cotisations collectées.

Et de continuer : « Nous comptons aussi construire un institut supérieur polytechnique à Matongo ». Elle ajoute qu'un opérateur économique est en train de faire l'extension de l'usine de transformation de thé de Rwegura.

Mme Komezadusabe confirme que la construction des hôpitaux communaux est presque à la fin dans trois communes pilotes qui sont Gatara, Matongo et Muruta. Et de poursuivre : « La province de Kayanza est en train de concentrer ses efforts sur la protection de l'environnement. Par ailleurs, la province de Kayanza a été classée 2<sup>ème</sup> dans la protection de l'environnement lors de la journée nationale de la nutrition qui a été célébrée au cours de ce mois d'octobre », a indiqué Mme Komezadusabe avant de rappeler que Miss Kayanza 2021, Nusayiba Samila Nikuze, appuie dans le secteur de la protection de l'environnement. Elle a déjà repiqué 125 500 plants d'arbres.

Face à toutes les avancées qu'enregistre la province de Kayanza, la conseillère chargée de l'administration et des finances dans la province de Kayanza reconnaît un manque d'espaces pour construire des infrastructures en rapport avec le développement communautaire. Elle considère que cela est dû à la forte pression démographique.

Mélance Maniragaba

## La MFP en proie à certains désagréments

La mutuelle de la fonction publique est confrontée à certains défis. Ce sont entre autres la fraude, la prescription des médicaments qui ne sont pas sur la liste des médicaments remboursables par la MFP, les suppléments ajoutés par certaines pharmacies partenaires et les médicaments qui se vendent moins cher dans les pharmacies de la MFP



Annonciate Sendazirasa, directeur général de la MFP : « La mutuelle de la fonction publique est confrontée à certains défis ».

### La MFP menacée par certains pharmaciens privés

Selon toujours Sendazirasa, une autre anomalie est que certains privés spéculent du fait qu'auparavant,

le nom de celui qui vient d'acheter les médicaments n'était pas mentionné sur l'ordonnance. Par conséquent, certains privés envoient par exemple 20 personnes acheter des médicaments dans les pharmacies de la MFP. Et Sendazirasa se

s'inquiéter que cela faisait qu'on rafle rapidement tous les médicaments, surtout les spécialités. Ce qui fait que les spécialités deviennent une denrée rare. «On s'y en approvisionnait pour aller les revendre», déplore-t-elle. Aujourd'hui, elle fait remarquer que dans le nouveau système intégré de la MFP, tout est mentionné, car on a changé de paramétrage. Et de renchérir que la fraude a diminué.

### Certains médecins prescripteurs enfoncent la MFP dans la faillite

Un autre défi est lié aux médecins prescripteurs. Selon Sendazirasa, certains prescrivent des médicaments sous l'influence des pharmaciens privés qui veulent faire la publicité des médicaments qu'ils ont. L'affilié vient avec une ordonnance sur laquelle se trouvent des médicaments qui ne sont pas sur la liste des médicaments remboursables par la MFP. Par conséquent, les agents de la MFP lui demandent de retourner chez ce médecin pour qu'il lui prescrive des médicaments remboursables par cette institution de protection sociale, car on a des équivalents. Selon la patronne de la MFP, cela crée des remous entre la MFP et ses affiliés.

Elle fait remarquer que le monde des médicaments est mafeux, car il y a beaucoup d'argent en jeu. Raison pour laquelle les pharmaciens privés envoient des délégués com-

merciaux chez les médecins prescripteurs pour faire la publicité de leurs médicaments. On te dit que ce sont des spécialités alors que ce sont des génériques dans les pays occidentaux. Et cela pour les vendre à un prix exorbitant. Pour redresser cette situation, on s'est convenu de se réunir une fois les 6 mois avec les responsables des formations sanitaires et les médecins prescripteurs pour échanger et voir ensemble s'ils sont en train d'utiliser la liste des médicaments remboursables par la MFP. Elle déplore que lorsqu'on a fait la 1ère tournée dans les 4 régions sanitaires du pays, les médecins prescripteurs leur ont demandé d'ajouter certains médicaments sur cette liste, surtout pour les maladies chroniques. Mais elle s'inquiète du fait qu'on ne les prescrit pas.

Un autre défi est que les pharmacies partenaires ajoutent des suppléments. Sinon, elles cachent certains médicaments. On te dit qu'il n'y en a pas. Une fois servi, elles ajoutent des suppléments. Et Sendazirasa de faire remarquer que la MFP rompt le partenariat quand elle prend connaissance de ces cas.

Rappelons que les affiliés de la MFP continuent à se lamenter du fait qu'il n'est pas facile de trouver des médicaments, surtout les spécialités dans les pharmacies de cette institution et de ses partenaires.

Jean Marie Vianney Niyongabo

## SOCIÉTÉ

## Les sociétés de gardiennage regorgent toujours de profonds malentendus

Dans les sociétés de gardiennage, tout n'est pas rose. Les agents de sécurité se plaignent du fait que leurs employeurs ne respectent pas la loi. C'est pourquoi beaucoup de procès sont intentés devant les instances de juridiction. Mais, avant d'arriver à ce stade, il vaut mieux commencer par la négociation ou une éventuelle médiation

Le gardiennage est relativement nouveau au Burundi et occupe une forte densité de main d'œuvre. Cette dernière est assez particulière parce qu'elle regroupe pas mal d'étudiants frustrés par les modiques salaires qu'ils perçoivent dans ce secteur. Du côté des employeurs, bon nombre d'entre eux sont des anciens des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) non habitués au dialogue social permanent dans le monde du travail. Cela a été dit par Gaspard Nzisabira, secrétaire général de l'Association des Employeurs du Burundi (AEB) dans un atelier de formation des chefs d'entreprises et des responsables des syndicats du secteur de gardiennage sur le dialogue social et la résolution pacifique des conflits dans le monde du travail. Cet atelier été organisé par le Centre National de Dialogue Social (CNDS) vendredi le 15 octobre 2021 à Bujumbura.

Selon toujours M. Nzisabira, la situation sécuritaire fragile que connaît le Burundi depuis environ trois décennies influe sur le développement du gardiennage. Malheureusement, ce dernier a connu depuis ces derniers temps plus de malentendus entre les employés et les employeurs que les autres secteurs. Cela s'explique par les plaintes déposées à l'Inspection Générale du Travail et de la Sécurité Sociale (IGTSS),



Les sociétés de gardiennage sont accusées de ne pas verser régulièrement les cotisations sociales de leurs agents à l'INSS.

au CNDS voire à la Présidence de la République ou à la Primature. Il y a aussi d'autres institutions sollicitées tels que le ministère en charge de la sécurité publique, le cabinet du ministère en charge du travail, les organisations professionnelles des travailleurs et des employeurs ainsi que les tribunaux.

### Les plaintes souvent enregistrées

Les plaintes les plus courantes sont relatives notamment à l'absence de contrats de travail, à la non paiement des salaires (ou aux salaires jugés insuffisants), à l'absence d'assurance à la sécurité sociale (pas de soins de santé, pas d'assurance à l'INSS ou à la minoration des salaires déclarés). Il se manifeste aussi le non respect de la durée légale du travail, l'absence de congés,

les salaires non conformes à la loi pour le travail presté les jours de repos ou de congés.

M. Nzisabira signale aussi les licenciements abusifs, le non respect du principe «à travail égal-salaire égal» (ou discrimination salariale), les mutations de service irrégulières, les désertions ou des absences injustifiées. Les vols dus au manque ou à l'insuffisance de la vigilance des gardiens ou à leur complicité sont également non négligeables ainsi que le non respect de la liberté syndicale.

Léonard Nsabimana, vice-président du syndicat des travailleurs de K.K Security abonde dans le même sens. Il affirme que dans la plupart des cas, les agents de sécurité prestent plus de huit heures par jour. Ce qui est illégal. Même avis pour Jean

Bosco Nsabayumva, vice-président de SYTRASOBU-PSG, Syndicat des travailleurs de la société burundaise pour la Protection, la Surveillance et le Gardiennage (PSG) qui dénonce le non respect de la loi en matière de sécurité sociale.

### Les causes des malentendus entre employés et employeurs

Les raisons les plus connues identifiées au cours des réunions, des séances de médiation ou de conciliation et au cours des procès sont notamment l'ignorance de la législation et de la réglementation du travail ou des règlements régissant les objets des plaintes par les employeurs et les travailleurs.

Ces deux groupes se méfient mutuellement et les employeurs craig-

nent le mouvement syndical des employés. En plus de cela, les nouveaux dirigeants syndicaux ne sont pas expérimentés en matière de direction des syndicats et de dialogue social (problème d'éducation ouvrière). Ainsi, la capacité de gestion des entreprises de la part de certains dirigeants des sociétés de gardiennage n'est pas suffisante. En plus de cela, le secteur de gardiennage regorge d'un bon nombre d'entreprises concurrentes ; d'où la sous-estimation des coûts de revient pour gagner des marchés.

### Des conflits à prévenir à tout prix, mais ...

Selon toujours M. Nzisabira, pour prévenir les conflits, il faut d'abord supprimer leurs causes. Que les employeurs et les travailleurs des sociétés de gardiennage soient suffisamment formés sur le nouveau Code du Travail et le Code de la Protection Sociale. Ils sont appelés à apprendre les principes fondamentaux du dialogue bipartite. Que les travailleurs reçoivent des cours d'éducation ouvrière et que les employeurs reçoivent des cours élémentaires de gestion des entreprises et des ressources humaines.

En fin de compte, il faut que les employeurs et les employés de ce secteur soient formés en matière des particularités liées aux conditions de travail, aux horaires de travail et à la mobilité de la main d'œuvre. Une convention collective sectorielle pourrait arranger les particularités professionnelles spécifiques à ce secteur. Pour ce faire, les employeurs pourraient s'organiser et se mettre ensemble pour s'exprimer d'une même voix. Les travailleurs qui se sont regroupés dans une fédération devraient leur servir d'exemple.

Gilbert Nkurunziza

## Bugarama

## Fraises : une filière capricieuse

Dans la zone de Bugarama, commune et province de Muramvya, la commercialisation de la fraise reste un grand défi. Le paillage d'un champ de fraises est exigeant ainsi que la conservation de ces fruits tropicaux. Pourtant, la fraise peut devenir une culture d'exportation



La commercialisation de la fraise fait face au problème de conservation suite au manque de frigos.

Aloys Nishimwe habite la colline Mpehe, commune et province de Muramvya. Il pratique l'agriculture des fraises et les commercialise. Les fraisiers cultivés sont qualifiés par Wikipédia comme des plantes originaires d'Amérique du Sud, herbacées vivaces, formant une touffe basse haute de 5 à 40 cm selon les espèces.

Pour M.Nishimwe, l'agriculture des fraises est exigeante. Elle se pratique sur des sols fertiles. «Le paillage également s'avère nécessaire», explique-t-il avant d'ajouter que la paille est chère. Un tas de paille s'achète à 5 000 FBu.

Pendant la période de récolte, il informe qu'on récolte les fraises deux fois par semaine. Cela sur une période de 4 à 5 mois.

« A Bugarama, 1 kg de fraises coûte 7 mille ou 8 mille FBu », fait remarquer M.Nishimwe. Toutefois, il regrette que la conservation de fraises

soit trop exigeante. «Comme nous n'avons pas de frigos pour bien conserver les fraises, nous les commercialisons seulement pendant 2 jours. Cela car ici il fait froid. Après les 2 jours, les fraises se détériorent», indique-t-il avant de signaler que de peur que ces fraises ne périssent, on les transforme directement en jus.

Cela en ajoutant du sucre et tout en ignorant tout ce qui peut nuire à la santé humaine.

### La culture de la fraise intéresse toute l'Afrique

D'après AgriMaroc, les exportations

de fraises surgelées du Maroc ont augmenté de 2,7% sur un an. Cela depuis 2014. Ce qui a généré 86 960 911,34 USD de recettes en 2019 (plus de 807 millions de dirhams, soit environ plus de 150 milliards de FBu). Le Maroc était le 5<sup>ème</sup> pays exportateur des fraises au niveau mondial. En même temps, le Royaume occu-

paît le 7<sup>ème</sup> rang dans le classement mondial des principaux pays exportateurs de fraises fraîches avec 49,28 millions USD, soit plus de 457 millions de dirhams, ou environ plus de 80 milliards de FBu.

Au Sénégal, la culture de la fraise se pratique pendant la période de chaleur (32 à 33 degrés) sans oublier que des pratiques permettant son développement pendant la période froide ont été initiées, selon Sénégal/Export.

Celui-ci avoue que la culture de la fraise représente une innovation. Et d'annoncer qu'il y a eu une forte demande sur la chaîne de production. En 2019, 8 tonnes de fraises ont été produites. Le prix d'un kg de fraises était estimé entre 3 000 FCFA et 10 000 FCFA, soit environ entre 9 000 et 30 000 FBu.

Le 20 avril 2019, un réseau dénommé « FraiSen » a été lancé au Sénégal. Celui-ci consiste à regrouper les producteurs de fraises en Afrique, à leur donner une formation, un accompagnement et à récupérer toute leur production pour la commercialiser. Cela avec pour but de valoriser la consommation locale (le made in africa), de promouvoir et d'organiser la filière fraise en Afrique.

Mélanche Maniragaba

## DEVELOPPEMENT

## Vyanda -Bururi

## L'intégration des coopératives, un antidote contre le chômage

A défaut d'exercer les métiers de leurs rêves, certains jeunes sans emploi se regroupent dans les coopératives pour faire face à la vie dure qu'ils mènent. D'autres, malheureusement, deviennent des victimes du chômage pour des raisons diverses. L'administration provinciale de Bururi appelle les jeunes Burundais à intégrer les coopératives pour accéder facilement au crédit

Lors que l'intégration des jeunes dans les coopératives est considérée par plus d'un comme un moyen sûr pour lutter contre le chômage qui hante notre pays, certains jeunes Burundais ont encore du mal à s'intégrer dans les coopératives pour des raisons diverses. C'est le cas des jeunes rencontrés sur la colline Kagoma, zone Rweza, commune Vyanda de la province Bururi. La province Bururi compte entre 17 mille et 20 mille jeunes sans emploi dont une centaine sur la colline Kagoma. A défaut d'exercer les métiers de leurs rêves, ces jeunes sont contraints à exercer toute sorte de métier. Travaillant à leur propre compte, ces jeunes demeurent dans une misère extrême. Ils regrettent d'être parfois exclus des coopératives financées par le gouvernement et qu'ils ne sont pas à mesure de créer leur propre coopérative car ils ne sont pas appuyés par les administratifs à la base.

### Les coopératives, leur financement laisse planer des doutes

Comme l'a fait savoir R.N, 29 ans,



Juvent Ndayikeza, chef de cabinet du gouverneur de Bururi : «le grand problème est que la plupart des jeunes sont sous-informés. Ils ne participent ni aux réunions, ni aux différentes fêtes nationales alors que c'est là où sont communiquées les différentes opportunités disponibles».

habitant cette colline, l'intégration dans les coopératives financées par le gouvernement n'est pas ouverte à tout le monde. Selon lui, à part que l'appartenance politique compte pour beaucoup dans l'inscription des membres de ces coopératives, les moyens requis pour s'y intégrer ne sont pas abordables, surtout pour les chômeurs. « C'est injuste qu'elles soient constituées de plus de fonctionnaires que de chômeurs », regrette-t-il. Il a témoigné avoir

manifesté l'intérêt de s'y intégrer et on lui a dit que les listes étaient closes.

Adronis Metero, chef de la colline Kagoma ne nie pas que les coopératives financées par le gouvernement comptent actuellement peu de jeunes que d'adultes. Il nous a donné un exemple d'une coopérative qui compte 30 personnes dont seulement 5 jeunes. Pour cet administratif, personne n'est exclu de

telles coopératives. C'est juste que la plupart de ces jeunes ne trouvent pas d'intérêt à les intégrer.

### L'intégration des coopérative, une opportunité

Ne pouvant pas intégrer les coopératives financées par le gouvernement, les jeunes de la colline Kagoma témoignent avoir tenté de créer leur coopérative. Ce qui n'a pas réussi. Un promoteur a ras-

semblé les jeunes chômeurs en leur disant qu'il va les inscrire pour créer une coopérative. Croyant enfin sortir de la misère, ces jeunes ont volontairement contribué pour 2000 FBu chacun. Ils ont attendu, mais en vain pour remarquer plus tard qu'ils se sont faits arnaquer. Ces jeunes regrettent que les projets de développement des jeunes sur cette colline ne réussissent pas, car ils ne sont pas accompagnés par les administratifs à la base.

Même si ces jeunes de la colline Kagoma ont du mal à s'intégrer dans les coopératives, ailleurs, les jeunes sans emplois ont compris l'utilité de travailler ensemble et se débrouillent tant bien que mal malgré pas mal de défis. Dans un entretien avec le ministre ayant le commerce dans ses attributions vendredi le 15 octobre 2021, beaucoup de jeunes entrepreneurs ont témoigné avoir commencé leurs coopératives à partir de rien, mais qu'ils sont aujourd'hui au stade de créer des emplois. Malgré les avancées, ces jeunes entrepreneurs ont regretté l'insuffisance du soutien des administratifs aux projets de développement des jeunes Burundais.

Selon Juvent Ndayikeza, chef de cabinet du gouverneur de Bururi, le grand problème est que la plupart des jeunes sont sous-informés. Ils ne participent ni aux réunions, ni aux différentes fêtes nationales alors que c'est là où sont communiquées les différentes opportunités disponibles. Il appelle ces jeunes à intégrer les coopératives pour accéder facilement au crédit et à s'inspirer de l'expérience des autres jeunes.

Florence Inyabuntu

# L'Afrique australe, nouvel eldorado pour les jeunes ?

Le chômage et le désespoir poussent les jeunes à chercher là où l'herbe est encore verte. Des milliers de jeunes quittent le pays vers les pays du Golfe et l'Afrique australe à la recherche d'une vie meilleure. Il s'agit d'une aventure qui parfois débouche sur un calvaire. Le journal Burundi Eco a recueilli des témoignages des jeunes établis dans ces pays. Les réactions sont mitigées. Le gouvernement préconise la mise en place d'un cadre légal pour faciliter la mobilité de la main d'œuvre



Albert Shingiro, ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement : «Le gouvernement promet de se donner corps et âme pour signer des accords avec tous les pays qui peuvent embaucher les jeunes Burundais afin qu'ils puissent travailler dans de bonnes conditions».

« Je travaille en Afrique du Sud dans la ville de Durban dans une société de vente des véhicules depuis bientôt sept ans », indique un jeune Burundais sous couvert d'anonymat. « Pour y arriver, je suis passé par la Tanzanie. Et un ami m'a aidé pour arriver au Malawi. Même chose pour franchir le Mozambique. Via le Mozambique, je suis parvenu à arriver en Afrique du Sud », laisse-t-il entendre. Selon lui, tout ce parcours a duré au tour de deux semaines. Pour échapper à la police de ce pays, il a expliqué aux responsables communaux que c'est un réfugié Burundais pour qu'on lui accorde un document qui atteste que c'est un réfugié. En collaboration avec l'ambassade du Burundi en Afrique du Sud, il a eu la chance de bénéficier de cette attestation de réfugié. Avec ce dernier, il devient facile de trouver un emploi. Il se réjouit du fait qu'il a trouvé du boulot et qu'il a les moyens financiers pour vivre. Il travaille dans une société de vente des véhicules, car il a un diplôme de niveau A2 en électromécanique.

## La xénophobie, un danger imminent !

Néanmoins, ce jeune Burundais déplore la façon dont les sud-africains traitent les étrangers en général (africains) et les Burundais en particulier qui travaillent dans ce pays. « Ils nous traitent en paria et pillent nos biens au vu et su de tout le monde. Ils arrivent même à nous tuer pour la simple raison que nous ne sommes pas des sud-africains », renchérit-il. Selon lui, les sud-africains ne respectent pas les droits des travailleurs qui ne sont pas de leur pays. Ils les accusent de voler leurs richesses.

Les Burundais qui habitent au Malawi dans la ville de Lilongwe subissent dans le même calvaire. Dans un entretien avec un de ces derniers, les malawites traitent avec mépris les Burundais qui ont émigré dans ce pays à la recherche de l'emploi. « Ils nous tabassent souvent et sacagent nos biens », crie-t-il. Selon lui, cette situation se présente ainsi, car ils savent que la plupart de ces Burundais sont des sans papiers. Et le pire est qu'ils n'ont pas où trouver les documents légaux pour être protégés, car il n'y a pas d'ambassade du Burundi dans ce pays comme en Tanzanie, en Zambie, etc.

C'est le même désarroi pour les Burundais qui sont partis au Mozambique pour chercher de l'emploi. Selon un d'entre eux qui est rentré au bercail ces derniers jours, les mozambicains sont jaloux des Burundais qui travaillent dans ce pays. Suite à cela, ces burundais ne cessent de subir des maltraitances commises par ces mozambicains. Tantôt ils pillent leurs biens, tantôt ils les brûlent. Ils sont souvent lynchés et arbitrairement emprisonnés. Pour cette raison, ce burundais a jugé bon de regagner le bercail pour investir dans son pays natal.

## Vaut mieux investir dans son pays natal

Certains jeunes décident de rebrousser chemin pour tout recommencer. Ils rapatrient leurs capitaux au pays. C'est le cas de Floris, pseudonyme d'un rapatrié qui vend les accessoires des téléphones mobiles et des ordinateurs au centre-ville dans un endroit connu sous le sobriquet de « Bata ». Ce jeune Burundais fait remarquer qu'avant d'arriver au Burundi, il a aussi travaillé au Kenya. « Dans ce pays, la situation n'est pas la même. Toute personne est libre d'exercer son activité. Et ses biens sont protégés. Il suffit de payer les taxes et les impôts », poursuit-il.

Pour toutes ces raisons, ces jeunes Burundais indiquent qu'investir dans ces pays n'est pas rassurant, car la sécurité des biens n'est pas garantie malgré qu'il y ait beaucoup d'opportunités pour trouver de l'emploi. Ils laissent entendre que c'est ahurissant de perdre un investissement qui a une valeur de beaucoup de millions de FBu dans une tierce de seconde pour la simple raison que tu es de telle nationalité.

Selon eux, le fait qu'ils sont du même continent qui est l'Afrique suffit pour coopérer et se développer comme des frères. Pour inverser la tendance, ils demandent au gouvernement de signer des accords pour faciliter la mobilité de la main d'œuvre avec ces pays comme on l'a fait ces derniers jours avec l'Arabie Saoudite. La raison est que malgré l'oppression qu'ils subissent, ils sont nombreux dans ces pays même si leur effectif exact n'est pas connu. Et, de surcroît, ils ne cessent de migrer vers ces derniers à la recherche d'une vie meilleure.

## Une véritable aventure

La rédaction a contacté certains jeunes qui exercent leurs activités au Mozambique. Notre interlocuteur a fait savoir que les défis ne manquent pas. Pour arriver dans ce pays, c'est une aventure ! Même si tu as des documents authentiques, il est difficile de fouler le sol mozambicain sans visa. Les autorités nous refusent de franchir les frontières arguant que nous ne sommes pas les bienvenus dans leur pays.

Certains jeunes prennent le risque de passer par les points de passage informels. Pour ce faire, les gouvernements des deux pays devraient négocier des accords de partenariat pour faciliter la circulation des biens et des personnes. L'autre défi concerne le rapatriement des fonds. Les banques exigent des commissions exorbitantes comparativement aux institutions financières établies en Afrique du Sud ou ailleurs sur le continent. Dans ce cas, le transfert des fonds s'avère difficile et complexe. A ce sujet, les entrepreneurs burundais établis dans ce pays suggèrent la collaboration entre les institutions financières locales et les banques de la sous-région. Ils suggèrent également l'ouverture d'une ambassade pour résoudre d'éventuelles questions qui peuvent surgir sur le plan diplomatique.

## Le revers de la médaille

Les jeunes interrogés se réjouissent de la liberté économique qui prévaut au Mozambique. Il y a une large gamme d'articles. Jamais on n'est à court de marchandises dans ce pays. Le Mozambique s'approvisionne en permanence dans les pays voisins avec des accords préférentiels sur l'importation des biens et services. Il n'y a pas de tracasseries dans les activités commerciales. Les grands commerçants et ceux qui se cherchent encore œuvrent en toute tranquillité.

D'ailleurs le gouvernement n'impose pas ceux qui ont de petits capitaux. Pour payer les taxes, il faudra avoir une adresse fixe. Ce qui encourage les jeunes à se lancer dans le petit commerce. On ne parle pas de chômage. Chacun a une occupation. Au niveau des crédits bancaires, les banques n'exigent rien comme hypothèque. Donc le gouvernement devrait s'impliquer davantage pour mettre en place un cadre légal facilitant la mobilité de la main d'œuvre dans les pays de destination des jeunes Burundais. Il importe de signaler que ces derniers participent au développement du pays de destination. Ils envoient des fonds à leurs familles, ils investissent dans les infrastructures socio-économiques surtout au niveau du logement.

## Plus de 8 000 jeunes prestent en Arabie Saoudite

Albert Shingiro, ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement promet de se donner corps et âme pour signer des accords avec tous les pays qui peuvent embaucher les jeunes Burundais afin qu'ils puissent travailler dans de bonnes conditions. Selon Shingiro, la raison principale de ces efforts du Gouvernement est que plus de 60% de la population sont des jeunes. « Nous comptons signer de tels accords avec les pays du Golfe qui sont entre autres le Koweït, l'Oman, le Qatar, les Emirats Arabes Unis, etc car, il a été constaté que la plupart des jeunes Burundais migrent en grande partie vers les pays du Golfe », confie-t-il.

A titre illustratif, il a été remarqué qu'autour de 8700 jeunes Burundais travaillent en Arabie Saoudite. Avec la signature des accords avec les autres pays du Golfe, il martèle qu'on pourra atteindre entre 30 000 et 50 000 jeunes Burundais qui pourront trouver de l'emploi dans ces pays.

Une étude réalisée en 2018 montre que le Mozambique est une destination migratoire des commerçants africains. Pour comprendre les motifs de la présence dans le secteur du commerce de détail des étrangers à Maputo, il faut s'intéresser à l'histoire du pays. Après son indépendance en 1975, le Mozambique a connu une longue guerre civile alimentée par le contexte géopolitique international de la guerre froide et, dans le cadre régional, par l'Afrique du Sud soutenant tous les mouvements armés hostiles aux pouvoirs nés des indépendances chez ses voisins, comme le Frelimo au Mozambique. La paix n'a été signée qu'en 1992. Durant la période qui a suivi, les circuits commerciaux ont été défectueux, mal organisés et il a fallu approvisionner une capitale excentrée qui était avant l'indépendance largement dépendante de l'Afrique du Sud.

Ainsi, depuis les années 1990, le secteur commercial est à reconstruire. A Maputo, profitant du tournant libéral de l'économie nationale, de nombreux entrepreneurs se lancent dans des importations de biens de base depuis l'Afrique du Sud. Les Maputéens n'ont pas d'expérience du commerce libre puisqu'avant cette période, pour s'approvisionner, il fallait soit se rendre dans les rares marchés de la ville comme Xipamane ou Xiquelene, soit dans le centre commercial historique d'origine coloniale, la Baixa, et faire ses emplettes auprès des commerçants indomozambicains. Ce sont les étrangers qui ont créé une nouvelle activité, celle du commerce de détail et de quartier, fixe, dans des locaux fermés et non en plein air.

Source : <https://journals.openedition.org/cyberge/29808>.

## Vers la signature des accords avec les autres pays

Le chef de la diplomatie burundaise annonce que bientôt de tels accords pourront être signés entre le Burundi et les autres pays africains comme la Tanzanie, la République Démocratique du Congo (RDC), le Nigeria, le Congo Brazzaville, la Guinée Equatoriale, etc, car il s'observe que les jeunes Burundais y sont aussi présents à un effectif non négligeable. Les atouts de ces accords sont que ces jeunes et leurs biens seront protégés. Leurs contrats de travail ne seront pas violés. Leurs salaires seront payés via les comptes bancaires. Ce patron du ministère ayant les affaires étrangères dans ses attributions tranquillise que la signature de ces accords ne va pas renforcer le phénomène de la fuite des capitaux. « Ce sont seulement des accords qui concernent les petits métiers comme la mécanique, la maçonnerie, la plomberie, le travail domestique, etc. Ce ne sont pas des métiers qui nécessitent de grands universitaires qui peuvent influencer beaucoup la fuite des cerveaux », éclaire Shingiro.

D'après une enquête réalisée par la chercheuse Catherine Fournet-Guérin sur la présence des commerçants étrangers d'origine africaine au Mozambique, le Nord du pays regorge de nombreux étrangers attirés par l'activité minière. La situation est fort différente à Maputo située à l'extrême Sud du pays dans une région qui ne regorge aucune ressource naturelle particulière. Les migrants africains s'insèrent alors dans la vie économique de la capitale. Il s'agit de personnes qui développent dans leur immense majorité une activité de commerce de détail, formelle et installée dans des locaux fixes, c'est-à-dire non ambulante. Là se trouve la singularité de Maputo : en majorité, les commerçants de quartier y sont étrangers à tel point qu'ils sont désignés par le terme générique de « Burundais » (O Burundés) et ce quelle que soit leur nationalité, qu'il s'agisse d'un Rwandais, d'un Congolais, d'un Tanzanien ou bien d'un Burundais. Leur présence est attestée depuis le début des années 2000.

En d'autres termes, les Burundais gagnent la confiance du peuple mozambicain. Ceux qui prestent dans ce pays défendent les couleurs nationales. Ils méritent un soutien en dépit des contraintes liées à leur métier.

Jean Marie Vianney Niyongabo et Benjamin Kuriyo

De Cassava Fintech Burundi à Sasai Fintech Burundi

**Un « rebranding » qui apporte des innovations**

Cassava Fintech Burundi change de nom et devient Sasai Fintech Burundi. Ce « rebranding » apporte un tas d'innovations, entre autres l'accès aux services financiers pour un grand nombre de Burundais et la diversification des services offerts à sa clientèle. Tout cela dans le but de rester innovant en créant un avenir connecté numériquement et financièrement inclusif qui ne laisse aucun Burundais derrière

Depuis ce lundi 18 octobre 2021, Cassava Fintech Burundi a changé officiellement de nom d'entreprise et devient Sasai Fintech Burundi. Comme Cassava Fintech, Sasai Fintech opérera sous la marque commerciale Ecocash. « Ce changement s'inscrit dans la volonté de nous aligner avec le positionnement stratégique de notre groupe », précise Pascal N'NAH OYONO, Directeur Général de Sasai Fintech Burundi.

Comme l'a fait savoir Mme Christine Ndayizeye, responsable du service clientèle chez Econet Wireless, ce « rebranding » ne change rien au niveau opérationnel. « C'est juste le nom qui a changé et cela n'affectera pas le mode de fonctionnement habituel de son produit Ecocash. Les transactions continuent comme d'habitude », éclaire-t-elle.

**Une société innovatrice**

Dans sa vision de rester toujours



Cassava Fintech Burundi change de nom et devient Sasai Fintech Burundi dans le but de rester innovant en créant un avenir connecté numériquement et financièrement inclusif qui ne laisse aucun Burundais derrière.

innovante en créant un avenir connecté numériquement et financièrement inclusif qui ne laisse aucun Burundais derrière, Sasai Fintech apporte des innovations. Vu que tout le monde n'a pas accès aux services bancaires traditionnels, Sasai Fintech Burundi à travers son produit EcoCash est venu pour démocratiser cet accès pour qu'un grand nombre de personnes accèdent aux services financiers. Il

y aura donc l'agrandissement de la zone de couverture de leurs services et la diversification des services offerts à sa clientèle. Tant d'autres innovations seront communiquées au fil du temps comme l'a fait savoir Mme Ndayizeye.

Au nom de Sasai Fintech Burundi, M. OYONO a réaffirmé l'engagement de celle-ci à toujours apporter des innovations à moindre coût, ac-

cessibles à toute la population afin d'accélérer la croissance économique de notre pays. Il appelle la population burundaise à ne plus rester en marge de l'inclusion financière. « Rejoignez SasaiFintech, rejoignez Ecocash », conclut-il.

**Sasai Fintech, pionnière dans le paiement mobile**

Avec des transactions sécurisées et

instantanées, Sasai Fintech Burundi qui opère sous la marque Ecocash est aujourd'hui le premier fournisseur de services de paiement mobile au Burundi. Elle compte 1.6 millions de clients, 6 comptes séquestres dans plusieurs banques et microfinances. Elle est dotée de 45 mille points de vente répartis à travers tout le Burundi ainsi que 1700 points marchands.

Elle a également des partenariats avec 12 microfinances et 5 banques grâce auxquelles les clients peuvent transférer leur argent de leurs comptes bancaires vers Ecocash sans se déplacer, et quelle que soit l'heure. Elle a aussi 54 partenaires dans le paiement de masse au Burundi. En partenariat avec 3 principaux acteurs, Ecocash permet à des milliers de Burundais se trouvant dans différents pays du monde de continuer à prendre soin de leurs proches au Burundi grâce au service de transfert d'argent à l'international ou paiements transfrontaliers.

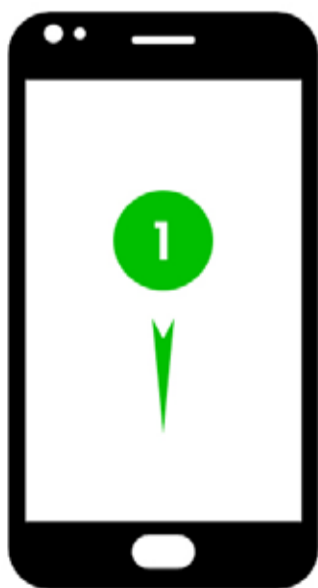
Rappelons qu'en plus de leur produit le plus connu Ecocash, Sasai Fintech Burundi englobe les services offerts par l'application Sasai lancée par Cassava Fintech Burundi (qui devient aujourd'hui Sasai Fintech Burundi) en partenariat avec Econet Wireless le 1er août 2019. Cette application combine la messagerie instantanée, les réseaux sociaux et bien d'autres fonctionnalités et services qui seront annoncés prochainement.



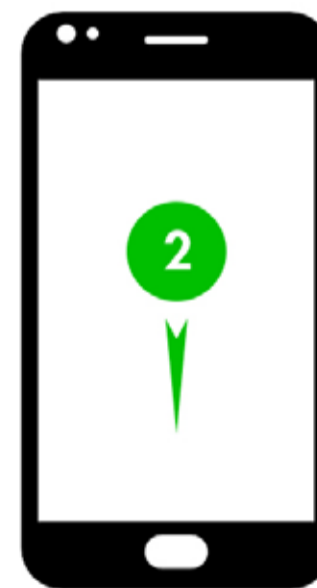
**Burundi ECO**  
Hebdomadaire socio-économique gratuit

SUIVEZ-NOUS ET ECRIVEZ-NOUS  
SUR **WHATSAPP** +257 75 82 82 82





**Ajoutez** le numéro  
Burundi-Eco whatsapp  
**+257 75 82 82 82**  
dans vos contacts



**Envoyez** un message sur  
**+257 75 82 82 82** indiquant votre nom, prénom  
fonction et centre d'intérêt

Nous vous remercions de bien vouloir relayer cette information autour de vous

# Marché de Kayanza : les prix des denrées alimentaires en hausse

La pomme de terre et le blé sont des denrées alimentaires stratégiques qu'on rencontre le plus souvent au marché de Kayanza, car elles sont produites localement. Ce n'est pas tout. Il y en a d'autres, mais leurs prix sont généralement en hausse

produites localement comme la pomme de terre ou le blé et d'autres qui proviennent des autres provinces du pays (notamment Ngozi) ou qui sont importés de l'étranger.

## Prix de certains produits alimentaires au marché de Kayanza en date du 18 octobre 2021

Produits	Prix par kilo en FBu
Haricot (Kinure)	1300
Haricot jaune	1900
Haricot (Kirundo)	1100
Blé	1500
Choux	300
Viande	9000
Riz (Umurundi)	2000
Riz (Kigori)	1800
Riz tanzanien	2200
Petits pois secs	3500
Maïs	1300
Farine de maïs (Kawunga)	2000
Farine de maïs jaune	2200
Farine de maïs simple	1500
Farine de manioc	900
Huile de palme	3200
Pomme de terre (Kijumbu)	600
Pomme de terre (Mauve)	700
Colocase	800
Oignon blanc	1500
Oignon rouge	1700

Le marché de Kayanza est doté des infrastructures modernes tels que des échoppes, des blocs administratifs et des sanitaires. Il est construit sur un terrain en pente. Raison pour laquelle les espaces où sont érigées les échoppes sont superposés les uns sur les autres. Les escaliers y sont construits pour faciliter le mouvement des commerçants et des clients. Les jours de marché sont les mardis, les vendredis et les dimanches. Mais cela n'empêche pas qu'on y trouve ce dont on a besoin n'importe quel jour. Dans ce marché, les produits de même catégorie tels que les produits manufacturés, les friperies, des denrées alimentaires... sont vendues dans un même espace.

Cette dernière catégorie est vendue en bas du marché. On y trouve pas mal de produits dont certains se retrouvent partout dans le pays comme la banane et la patate douce. Il y en a d'autres qui constituent une spécialité de certaines régions par exemple le blé. Mais les produits ha-lieutiques (par exemple le Mukeke et le Ndagala) sont rares. Les prix des denrées alimentaires varient d'un produit à l'autre. Il y a celles



Les denrées alimentaires produites localement sont moins chères que celles importées.

## Une hausse des prix perpétuelle

Dans les trois mois écoulés, les prix sont restés constants pour certains produits, mais il y en a d'autres dont le prix a augmenté de façon remarquable. A titre d'illustration, prenons le mois de juillet 2021. Sophie Harerimana, une commerçante de denrées alimentaires précise qu'un kilo du riz (umurundi) coûtait 1700 FBu, la farine de maïs (kawunga) 1600 FBu et la farine de maïs jaune à 1800 FBu le kilo. Actuellement, le grain de maïs est à 1500 FBu le kilo alors que l'Etat l'a fixé à 680 FBu au mois de février 2021. Pourtant, il y a d'autres produits alimentaires dont le prix a chuté. C'est le cas de l'huile de palme qui coûtait jusqu'à 4500 FBu par kilo au mois de juillet.

Selon Mme Harerimana, la hausse des prix de certains produits est liée au mauvais rendement agricole observé ces derniers temps. Une autre cause qu'elle évoque c'est la pénurie répétitive du carburant, car le prix de transport doit certainement se répercuter sur le prix du consommateur dans le sens de la hausse, surtout pour les produits importés.

Malgré tout, le commerce des produits alimentaires contribue au développement communal. Chaque commerçant s'acquitte d'une taxe de 3500 FBu par mois, la taxe annuelle de 20 000 FBu et les 2000 FBu payés mensuellement pour contribuer à la paie des agents de sécurité du marché de Kayanza.

Gilbert Nkurunziza

## EDUCATION

### Province Kayanza

# Plus de 17 000 abandons scolaires dans une seule année

L'éducation dans la province de Kayanza est confrontée à de nombreux défis. Les abandons scolaires, l'insuffisance des bancs pupitres et des livres sont quelques-uns des défis majeurs auxquels fait face l'éducation dans cette province du Nord du Burundi. Cependant, les efforts des responsables de l'éducation couplés à ceux des administratifs locaux ont permis à ce secteur de garder la tête hors de l'eau

Comme c'est le cas dans d'autres provinces du pays, la Direction Provinciale de l'Education de Kayanza fait face à d'innombrables défis. A part que les responsables de l'éducation dans cette contrée doivent lutter pour maintenir les élèves à l'école, ils sont obligés de maintenir les écoles dans la logique de compétitivité et de garder le cap. Alors que Kayanza est l'une des provinces qui comptent le plus d'enfants qui abandonnent l'école, les statistiques dévoilent qu'un nombre important d'élèves ont déserté l'école au cours de l'année scolaire 2020-2021. En effet, sur un effectif total de 191 701 élèves inscrits, on aura enregistré 17 320 élèves qui ont quitté le banc de l'école, soit plus de 9 % d'abandons scolaires dans 340 écoles. L'école fondamentale sera la plus concernée avec 16 245 abandons. Au post-fondamental, 1 075 élèves plieront bagage et retourneront à la campagne.

## Une éducation qui nage à contre-courant

Si l'éducation dans cette province



Augustin Nzoramba : « Il y a des parents qui retirent leurs enfants de l'école pour les employer dans les travaux de ménage où les envoyer chercher les opportunités d'emploi ailleurs ».

reste compétitive au national, les responsables de l'éducation doivent affronter de nombreux obstacles. Selon Augustin Nzoramba, chef du Bureau provincial d'inspection de l'éducation dans cette province, il y a encore du pain sur la planche. Pour illustrer la situation, ce responsable chargé de l'éducation fait noter un manque de 1041 enseignants à la clôture de l'année

scolaire 2020-2021. Tout de même, il fait noter que l'insuffisance des salles de classe, des bancs pupitres et des outils didactiques entrave également l'éducation dans cette province.

En effet, à part ce vide constaté au niveau du personnel enseignant, le rapport sur l'état des lieux de l'éducation révèle que cette prov-

ince a du mal à faire asseoir tous les élèves. Ainsi, la direction provinciale notera dans son rapport de la fin de l'année scolaire 2020-2021 un manque de 21 477 bancs pupitres doublé d'une insuffisance de salles de classe. D'après Nzoramba, les livres et autres matériels nécessaires à l'apprentissage, notamment les outils informatiques font aussi défaut dans cette province. Cet homme expérimenté de plus de dix ans dans l'inspection de l'éducation dans cette province a également mentionné un autre problème qui reste sans solution. Pour lui, le domaine de la culture devrait aussi être renforcé. « Nous souhaitons que la bonne place que nous avons dans les examens nationaux soit accompagnée de bonnes performances dans le domaine de la culture », a indiqué Nzoramba.

## Des progrès malgré les défis

Les innombrables défis auxquels fait face l'éducation n'ont pas découragé les autorités éducatives de la province de Kayanza. Les efforts fournis ont été récompensés. Ainsi, cette province a été classée 5ème niveau national avec un taux de réussite de 95,4 % au Concours national. Ce qui constitue une jauge palpable des efforts déployés par tous les participants et les partenaires de l'éducation dans cette province. Nzoramba espère également un meilleur classement à l'examen d'Etat où sa DPE s'est bien sortie avec un taux de réussite de 64,54 %. Cette autorité affirme que la province de Kayanza n'avait jamais enregistré un tel taux de réussite sur une période de dix ans.

Pour augmenter la résilience face à

une situation difficile, les autorités, les enseignants et les administratifs ont conjugué les efforts pour réussir le pari. Pour notre interlocuteur, la réussite est née de l'initiative personnelle du directeur provincial de l'éducation qui a pu mobiliser tout le personnel enseignant autour d'un seul objectif. « Le directeur provincial de l'éducation a pris le devant et nous a montré qu'il est possible de réussir un bon rendement. Nous avons alors constitué un front commun pour avancer ensemble », a-t-il expliqué. Dans cette démarche, la DPE s'est alliée à l'administration locale pour atteindre l'objectif qu'elle s'était fixée. Pour Nzoramba, la planification a été le fer de lance d'un enseignement solide.

Les tests d'entraînement aux évaluations nationales ont aussi joué un grand rôle. Pour cela, la DPE a travaillé en synergie avec les DCE et les directeurs d'écoles pour éviter qu'il y ait des lamentations et pour se rendre compte qu'on avance sur un même rythme. L'inspecteur principal reconnaît la contribution des collaborateurs. « Même si nous faisons la programmation au niveau de la direction provinciale de l'éducation, cela ne servirait à rien si les écoles ne le mettent pas en application », reconnaît-il.

Pour trouver la réponse au problème lié à l'insuffisance des matériels didactiques, des bancs pupitres ou alors des outils informatiques, la DPE doit s'entretenir avec les ONG locales, les églises, les natifs... Nzoramba appelle tous les partenaires de l'éducation à contribuer pour une éducation de qualité et le maintien des élèves à l'école.

Jonathan Ndikumana

# Des amendes administratives qui suscitent des inquiétudes

Les amendes administratives sont de temps en temps infligées aux personnes jugées récalcitrantes vis-à-vis des mesures mises en place par l'autorité publique. Alors que ces amendes suscitent des interrogations de la part de la population, les autorités comme les juristes font savoir que ces sanctions sont en parfait accord avec la loi

Les administratifs infligent ces derniers temps des amendes à des personnes accusées de ne pas avoir respecté les mesures mises en place par les institutions de l'Etat. Des cas où des personnes ont subi des amendes ont défrayé la chronique. En effet, le gouvernement s'est engagé dans la politique de lutte contre la spéculation sur certains produits sensibles comme les boissons de la Brarudi, le ciment ou le sucre... A part les mesures de réglementation des prix, les mesures de démolition des constructions anarchiques dans la municipalité de Bujumbura prises par le ministère de l'intérieur ont fait couler beaucoup d'encre et de salive ces derniers mois.

## Des amendes qui diffèrent d'une personne à l'autre

Une certaine opinion s'interroge sur le fait que des personnes ayant commis la même infraction ne sont pas



Même si les amendes administratives suscitent des inquiétudes, elles ne sont pas contraires à la loi.

sanctionnées de la même manière. Dans certains cas, les personnes se sont vues infliger des amendes exorbitantes par rapport aux autres. Cela alors que les mesures sur lesquelles s'appuie l'autorité ne sont pas très claires selon certains observateurs. C'est dans cette logique qu'un des propriétaires de parcelles dans la ville de Bujumbura jugés récalcitrants a écopé d'une amende d'1 000 000 de FBu alors que la plupart

des autres récalcitrants devaient payer pas plus de 100000 Fbu. « J'ai l'honneur de vous informer qu'une amende d'1 million de FBu vous est infligée dès la réception de la présente », peut-on lire dans une lettre envoyée à une propriétaire d'une maison dans la commune Mukaza de la Mairie de Bujumbura par l'administrateur. Dans ce document, ce responsable administratif avait pris soin de citer l'émanation

de la mesure de démolition et de rappeler les précédentes démarches faites par la municipalité de Bujumbura dans le but d'évaluer l'état des lieux de la mise en œuvre de la recommandation du ministre de l'intérieur. Dans la commune Muha de la municipalité de Bujumbura, un citoyen se verra obligé de payer une amende de 500 000 FBu pour n'avoir pas respecté le délai limite accordé par les autorités qui avaient recommandé la démolition des infrastructures ne respectant pas les normes de l'urbanisme.

Tout de même, des quittances sur lesquelles sont prescrites des amendes continuent à faire le tour des réseaux sociaux. De nombreux ténanciers de cabarets ont déjà été sanctionnés pour avoir vendu les boissons de la Brarudi au-delà des prix officiellement fixés. Les amendes diffèrent d'une personne à l'autre. Si certains ténanciers de cabarets ont déjà été sommés de payer une amende de 100 000 FBu, d'autres ont payé plus. Entre autres cas, un commerçant de Bubanza se verra infligé une amende de 200 000 FBu par l'administration communale pour avoir délibérément augmenté les prix des boissons de la Brarudi.

## Les autorités appellent au respect de la loi

Interrogé par un journaliste sur la nature de ces amendes lors de la conférence publique des porteparoles des institutions publiques,

Pierre Nkurikiye, porte-parole du ministère de l'Intérieur a tenté une explication en s'appuyant sur la loi. Cette autorité citera notamment la loi communale en son article 13 et le code pénal en son article 643 pour appuyer son argumentation. Pour lui, ces textes donnent carte blanche aux administrateurs. « Les administrateurs communaux ont le pouvoir de prendre toutes les mesures possibles au nom de l'ordre et de la sécurité dans leurs entités administratives », a-t-il lâché. Le porte-parole du ministère en charge de la sécurité publique a montré que la spéculation constitue une entrave à l'ordre public. Il est allé plus loin en indiquant que la loi confère le droit aux administrateurs communaux de prendre la décision qu'ils jugent

Selon Me Aminadab Mbonyumukiza, la loi permet aux administratifs d'infliger des amendes à des personnes récalcitrantes dans une certaine mesure. Prenant exemple sur l'amande infligée à des personnes qui n'ont pas respecté le délai leur accordé par l'administration dans le programme de l'assainissement de la ville, ce juriste rappelle qu'il existe des amendes administratives autorisées par la loi. A la question de savoir si ces amendes diffèrent d'un individu à l'autre, Me Mbonyumukiza qui n'a pas voulu en faire beaucoup de commentaires croit que cela dépendrait d'un dossier à l'autre.

Jonathan Ndikumana

## ECONOMIE

### Kayanza

# La spéculation sur le prix du carburant bat son plein

La pénurie du carburant n'est plus un secret au Burundi, que ce soit dans la capitale économique comme à l'intérieur du pays. Dans le centre urbain de Kayanza, depuis jeudi le 14 octobre 2021, la situation s'est aggravée et, en conséquence, la spéculation sur le prix de ce produit s'enracine

Nous sommes lundi le 18 octobre 2021. Il est 13h passé de quelques minutes au cheflieu de la province de Kayanza. Ce jour-là, le climat est assez frais : des rayons solaires doux et un peu de vent qui souffle dans tous les sens. Ce qui rend cette journée agréable. La circulation y est intense. Il s'y manifeste des va-et-vient des piétons, des véhicules, des motocyclettes voire des bicyclettes. Jusqu'à, tout va bien, car les automobiles entrent et sortent du centre urbain de Kayanza comme à l'accoutumée. Pour des raisons de travail, le reporter de Burundi Eco prend une moto pour se rendre sur une colline environnante qui se trouve à plus ou moins trois kilomètres de ce centre urbain.

Le motard qui assure ce transport n'est pas sûr de la quantité de carburant dont il dispose dans le réservoir. Il passe sur une station-service pour s'approvisionner. Hélas ! A cet endroit, aucune automobile n'est sur place en attente d'être servi. Pire encore, il n'y a pas de pompistes. La réalité est que la station-service est quasi sèche. Elle semble ne pas avoir de carburant depuis plusieurs jours. Le motard n'est pas pressé. Il arbore une image qui montre qu'il est habitué à une situation pareille.



La pénurie du carburant influe sur la hausse du prix de transport.

Il ne manifeste pas l'engouement de se rendre à une autre station-service. Il descend de sa moto et appelle quelqu'un avec son téléphone portable. Au bout de trois minutes, deux jeunes gens viennent à sa rencontre avec deux bouteilles de type « Kinju » chacun.

## Une spéculation grimpe

Compte tenu de la couleur du contenu, on devine que ce n'est autre chose que de l'essence. Ils commentent à négocier le prix de ce produit stratégique et tombent d'accord sur 7000 FBu pour une bouteille de 1,5 litres. Ledit motard paie cet argent sans hésiter comme si c'était nor-

mal. « Nous sommes habitués à la pénurie répétitive du carburant depuis longtemps. Aujourd'hui, nous sommes au cinquième jour sans que les six stations-services qui se trouvent dans le centre urbain de Kayanza aient du carburant. Si au moins une station-service parvient à avoir du carburant, cela ne durera que peu de temps. Dans de telles situations, nous sommes obligés de nous approvisionner au marché noir où les traders qui en disposent spéculent sans scrupules », lâche le motard tout en conduisant sa « deux-roues ». Cela étant, le prix officiel de l'essence est de 2400 FBu par litre.

A notre retour au parking des mo-

tycyclistes, les conséquences de la pénurie du carburant se sont faites sentir. Un passager rencontré sur place en provenance d'une des communes de la province de Kayanza a confirmé qu'il paie 7000 FBu sur un trajet qui ne lui coûtait que 5000 FBu dans les conditions normales. Ce n'est pas que les passagers qui paient cher, même les commerçants en souffrent. La prénommée Jeanine, une commerçante de denrées alimentaires affirme qu'elle paie 2000 FBu de plus par rapport aux frais de transport qu'elle payait avant (quand il n'y avait pas de pénurie de carburant) pour le transport de son bagage en provenance des zones rurales vers le marché de Kayanza.

A cause de cette pénurie du carburant, cette commerçante n'engränge pas assez de bénéfices parce qu'elle ne peut pas augmenter le prix de ses produits pour ne pas être victime de la concurrence d'autres commerçants qui vendent les mêmes produits qu'elle. Vers 16 heures de ce lundi, une station-service située près de l'agence de la banque BNCI est parvenue à être approvisionnée. En conséquence, les véhicules et les motos doivent faire la file indienne dans l'espoir d'être servis à temps.

## Les dirigeants toujours vigilants

Joint au téléphone, Col. Rémy Cishayo, gouverneur de la province de Kayanza précise que quand la pénurie de carburant, il y a certainement des contrevenants qui spéculent sur ce produit. Mais malheur à ceux qui seront attrapés en flagrant délit. Ils seront punis conformément à la loi. Il tranquillise que ce problème se résolvra petit à petit. Même ce mercredi 20 octobre 2021, le carburant était disponible dans quelques stations-services du centre urbain, et les administratifs intervenaient pour que les bénéficiaires soient servis équitablement.

Dans le numéro 475 de Burundi Eco, Léonidas Sindayigaya, porte-parole du ministère en charge de l'énergie tranquillise que le stock stratégique de carburant est suffisant. Mais il ne nie pas que des défaillances peuvent surgir au niveau des importateurs du carburant et des propriétaires des stations-services.

Gilbert Nkurunziza



# « Cendrillon »

(Contes merveilleux de Grimm)

Cendrillon était couchée dans la cendre avec ses vêtements sales, et une petite lampe à huile brûlait faiblement dans la cheminée ; car Cendrillon avait prestement sauté du pigeonnier par-dessus et couru jusqu'au noisetier ; là, elle avait retiré ses beaux habits, les avait posés sur la tombe, et l'oiseau les avait emportés ; puis elle était allée avec son vilain tablier gris se mettre dans les cendres de la cuisine.

Le jour suivant, comme la fête recommençait et que ses parents et ses sœurs étaient de nouveau partis, Cendrillon alla sous le noisetier et dit :

« Petit arbre, ébranle-toi, agite-toi, jette de l'or et de l'argent sur moi. »



Alors l'oiseau lui lança une robe encore plus splendide que celle de la veille. Et quand elle parut à la fête dans cette toilette, tous furent frappés de sa beauté. Le fils du roi, qui avait attendu sa venue, la prit aussitôt par la main et ne dansa qu'avec elle. Quand d'autres venaient l'inviter, il leur disait : « C'est ma cavalière. » Le soir venu, elle voulut partir, et le fils du roi la suivit, pour voir dans quelle maison elle entra, mais elle lui échappa et sauta dans le jardin derrière sa maison. Il y avait là un grand et bel arbre qui portait les poires les plus exquis, elle grimpa entre ses branches aussi agilement qu'un écureuil, et le prince ne sut pas où elle était passée. Cependant il attendit l'arrivée du père et lui dit :

– La jeune fille inconnue m'a échappé, et je crois qu'elle a sauté sur le poirier.

« Serait-ce Cendrillon ? » pensa le père qui envoya chercher la hache et abattit l'arbre, mais il n'y avait personne dessus. Et quand ils entrèrent dans la cuisine, Cendrillon était couchée dans la cendre, tout comme d'habitude, car elle avait sauté en bas de l'arbre par l'autre côté, rapporté les beaux habits à l'oiseau du noisetier et revêtu son vilain tablier gris. Le troisième jour, quand ses parents et ses sœurs furent partis, Cendrillon retourna sur la tombe de sa mère et dit au noisetier :

« Petit arbre, ébranle-toi, agite-toi, jette de l'or et de l'argent sur moi. »

Alors l'oiseau lui lança une robe qui était si somptueuse et si éclatante qu'elle n'en avait encore jamais vue de pareille, et les pantoufles étaient tout en or. Quand elle arriva à la noce dans cette parure, tout le monde fut interdit d'admiration. Seul le fils du roi dansa avec elle, et

si quelqu'un l'invitait, il disait :

« C'est ma cavalière. »

Quand ce fut le soir, Cendrillon voulut partir, et le prince voulut l'accompagner, mais elle lui échappa si vite qu'il ne put la suivre. Or le fils du roi avait eu recours à une ruse : il avait fait enduire de poix tout l'escalier, de sorte qu'en sautant pour descendre, la jeune fille y avait laissé sa pantoufle gauche engluée. Le prince la ramassa, elle était petite et mignonne et tout en or.



Le lendemain matin, il vint trouver le vieil homme avec la pantoufle et lui dit :

– Nulle ne sera mon épouse que celle dont le pied chaussera ce soulier d'or.

Alors les deux sœurs se réjouirent, car elles avaient le pied joli. L'aînée alla dans sa chambre pour essayer le soulier en compagnie de sa mère. Mais elle ne put y faire entrer le gros orteil, car la chaussure était trop petite pour elle ; alors sa mère lui tendit un couteau en lui disant :

– Coupe-toi ce doigt ; quand tu seras reine, tu n'auras plus besoin d'aller à pied.

Alors la jeune fille se coupa l'orteil, fit entrer de force son pied dans le soulier et, contenant sa douleur, s'en alla trouver le fils du roi. Il la prit pour fiancée, la mit sur son cheval et partit avec elle. Mais il leur fallut passer devant la tombe ; les deux petits pigeons s'y trouvaient, perchés sur le noisetier, et ils crièrent :

« Roucou-cou, roucou-cou et voyez là, Dans la pantoufle, du sang il y a ; Bien trop petit était le soulier ; Encore au logis la vraie fiancée. »

Alors il regarda le pied et vit que le sang en coulait. Il fit faire demi-tour à son cheval, ramena la fausse fiancée chez elle, dit que ce n'était pas la véritable jeune fille et que l'autre sœur devait essayer le soulier. Celle-ci alla dans sa chambre, fit entrer l'orteil, mais son talon était trop grand. Alors sa mère lui tendit un couteau en disant :

– Coupe-toi un bout de talon ; quand tu seras reine, tu n'auras plus

Relie chaque animal à son petit.

besoin d'aller à pied.

La jeune fille se coupa un bout de talon, fit entrer de force son pied dans le soulier et, contenant sa douleur, s'en alla trouver le fils du roi. Il la prit alors pour fiancée, la mit sur son cheval et partit avec elle. Quand ils passèrent devant le noisetier, les deux petits pigeons s'y trouvaient perchés et crièrent :

« Roucou-cou, roucou-cou et voyez là, Dans la pantoufle, du sang il y a ; Bien trop petit était le soulier ; Encore au logis la vraie fiancée. »

Le prince regarda le pied et vit que le sang coulait de la chaussure et teintaient tout de rouge les bas blancs. Alors il fit faire demi-tour à son cheval, et ramena la fausse fiancée chez elle.



– Ce n'est toujours pas la bonne, dit-il, n'avez-vous point d'autre fille ?

– Non, dit le père, il n'y a plus que la fille de ma défunte femme, une misérable, Cendrillon, malpropre, c'est impossible qu'elle soit la fiancée que vous cherchez.

Le fils du roi dit qu'il fallait la faire venir, mais la mère répondit :

– Oh non ! la pauvre est bien trop sale pour se montrer.

Mais il y tenait absolument et on dut appeler Cendrillon. Alors elle se lava d'abord les mains et le visage, puis elle vint s'incliner devant le fils du roi, qui lui tendit le soulier d'or. Elle s'assit sur un escabeau, retira son pied du lourd sabot de bois et le mit dans la pantoufle qui lui allait comme un gant. Et quand elle se redressa et que le fils du roi vit sa figure, il reconnut la belle jeune fille avec laquelle il avait dansé et s'écria :

– Voilà la vraie fiancée !

La belle-mère et les deux sœurs furent prises de peur et devinrent blêmes de rage. Quant au prince, il prit Cendrillon sur son cheval et partit avec elle. Lorsqu'ils passèrent devant le noisetier, les deux petits pigeons blancs crièrent :

« Roucou-cou, Roucou-cou et voyez là, Dans la pantoufle, du sang plus ne verra Point trop petit était le soulier ; Chez lui, il mène la vraie fiancée. »

lèrent tous deux et descendirent se poser sur les épaules de Cendrillon, l'un à droite, l'autre à gauche et y restèrent perchés.

Le jour où l'on devait célébrer son mariage avec le fils du roi, ses deux perfides sœurs s'y rendirent avec l'intention de s'insinuer dans ses bonnes grâces et d'avoir part à son bonheur. Tandis que les fiancés se rendaient à l'église, l'aînée marchait à leur droite et la cadette à leur gauche : alors les pigeons crevèrent l'autre œil à chacune d'elles. Et c'est ainsi qu'en punition de leur méchanceté et de leur perfidie, elles furent aveugles pour le restant de leurs jours.



FIN

Et après ce roucoulement, ils s'envo-

Sélection de programmes de télévision

lundi 18 octobre 2021 à 21h05



**Film: La villa**

Genre : Drame  
Durée : 110 mn  
Réalisateur : Robert Guédiguian  
Nationalité : France  
Année : 2017

Au creux de l'hiver dans une calanque près de Marseille, Angèle, Joseph et Armand se rassemblent autour de leur père vieillissant. C'est le moment pour eux de mesurer ce qu'ils ont conservé de l'idéal qu'il leur a transmis du monde de fraternité qu'il avait bâti dans ce lieu magique,...

mardi 19 octobre 2021 à 20h35



**Doc: Le gardien des serpents**

Genre : Nature  
Durée : 50 mn  
Réalisateur : Manuel Coronado Acevedo  
Nationalité : Espagne  
Année : 2018

Ce documentaire propose de découvrir Othman, un champion du monde de la manipulation des serpents. Il nous entraîne dans un voyage à hauts risques en plein coeur de la forêt tropicale de Malaisie : Langkawi

mercredi 20 octobre 2021 à 20h55



**Film: La fille de Brest**

Genre : Drame  
Durée : 125 mn  
Réalisateur : Emmanuelle Bercot  
Nationalité : France  
Année : 2015

Irène Frachon, pneumologue, exerce dans un hôpital de Brest. Plusieurs cas de décès survenus dans l'établissement l'intriguent. Elle y voit rapidement un lien avec la prise d'un médicament, le Médiator, sur le marché depuis pourtant trente ans et prescrit habituellement pour traiter le diabète...

jeudi 21 octobre 2021 à 20h45



**Doc: Des trains pas comme les autres**

Genre : Découverte  
Durée : 60 mn  
Réalisateur : William Japhet  
Présenté par : Philippe Gougler  
Nationalité : France

Pour découvrir l'île-continent, Philippe Gougler débute son périple dans les territoires du nord, grands comme deux fois la France, avec seulement 230 000 habitants. Un train de légende l'attend au bord de la mer : le Ghan, qui traverse très confortablement l'Australie...

vendredi 22 octobre 2021 à 20h50



**Film: Terminator Renaissance**

Genre : Science-fiction  
Durée : 110 mn  
Réalisateur : McG  
Nationalité : Etats-Unis  
Année : 2009

En 2018, après l'apocalypse qui a vu s'affronter les hommes et les robots, John Connor est devenu le chef de la résistance humaine contre Skynet et son armée de Terminators. Sa vision du monde est pourtant remise en cause par l'apparition de Marcus Wright, un inconnu...

samedi 23 octobre 2021 à 20h55



**Film: Shining**

Genre : Epouvante  
Durée : 145 mn  
Réalisateur : Stanley Kubrick  
Nationalité : Etats-Unis  
Année : 1980

Jack Torrance, écrivain en mal d'inspiration, accepte un emploi de garde de sécurité dans un grand hôtel, situé dans un endroit désert, où il espère trouver l'étincelle qui lui permettra de reprendre la plume. Il s'installe donc dans l'établissement avec sa femme, Wendy, et son fils, Danny...

dimanche 24 octobre 2021 à 20h50



**Film: La course à la mort 3**

Genre : Action  
Durée : 100 mn  
Réalisateur : Roel Reiné  
Nationalité : Etats-Unis  
Année : 2012

Détenu dans une prison où la violence règne en maître, Carl Lucas, alias Frankenstein, est devenu un pilote de légende dans les courses à la mort organisées dans sa geôle. Tandis qu'il ne lui manque plus qu'une seule victoire pour être enfin libre, Lucas doit se lancer dans sa compétition...

Proverbes

«C'est dans les vieux pots qu'on fait la meilleure soupe»

Les vieilles méthodes qui ont fait leurs preuves sont parfois mieux que les nouvelles méthodes non rodées.

«Ça ne mange pas de pain»

Ça ne nécessite pas de grande dépense ou de grands efforts, cela ne peut nuire ou cela ne fait pas prendre de grands risques.

«Ce qui est pris n'est plus à prendre»

Ce proverbe exprime généralement la satisfaction d'avoir terminé une tâche nécessaire et pesante.

« Qui m'aime me suive »

S'emploie pour inciter d'autres à prendre le même chemin que soi.

«C'est le bouquet»

C'est l'événement qui vient s'ajouter à une série d'événements.

«C'est la poêle qui se moque du chaudron»

C'est faire la morale à quelqu'un qui agit exactement de la même façon ou pire.

« Donner un œuf pour avoir un bœuf »

Rendre un petit service en vue d'en obtenir un plus grand.

« Il faut manger pour vivre, et non pas vivre pour manger »

Se laisser aller à la glotonnerie n'est pas une bonne chose.

« Il faut quarante-sept muscles pour froncer les sourcils et seulement treize pour sourire »

Mieux vaut sourire que de faire la tête, c'est moins fatigant.

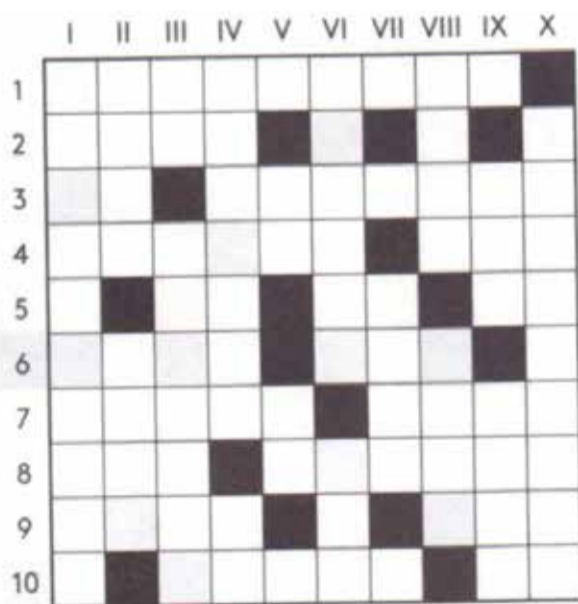
« Il y a assez à faire de regarder ce qui cuit dans sa marmite sans aller regarder ce qui cuit dans celle du voisin »

Au lieu de s'occuper des problèmes des autres, mieux vaut s'occuper des siens d'abord.

« Il vaut mieux tenir que courir »

Ce proverbe signifie que posséder une chose de faible valeur vaut mieux qu'être à la poursuite d'un bien plus considérable.

Mots croisés



HORIZONTALEMENT

1. Tuiles de ventilation. - 2. Mammifère carnivore. - 3. Conjonction. Extraordinaires. - 4. Périodes en entreprise. Élimine. - 5. Oui russe. Son Excellence. Terminaison d'un groupe de verbe. - 6. Puits. Touché. - 7. Frapper. Partirai. - 8. Paraît. Introduit. - 9. Commencées. Monnaie. - 10. Manteaux courts. Saint.

VERTICALEMENT

I. Font un état des lieux. - II. Avant neuf. Pot. - III. Argon. Membres. - IV. Gitan. Possessif. - V. Négation. Sourit. - VI. Au nord de la Grande Bretagne. À poil. - VII. Envoyés. - VIII. Choisit. Bisons. - IX. Obtenue. Surfaces. - X. Tenteraient.

Mots croisés : Solution du numéro précédent





Représentant de COLOP AUTRICHE



Produit du mois d'Octobre

Dans notre gamme de présentations du produit du mois, Imprimerie Hope Design propose pour le mois d'octobre les calendriers muraux, calendriers de tables personnalisés, calendriers en étages, bloc notes,...

En effet, les calendriers publicitaires conservent leur attractivité et leur popularité.

Rien de tel qu'un accessoire consulté plusieurs fois par jour toute l'année pour promouvoir efficacement sa société.

« Le calendrier c'est la bureaucratie du temps »



#ForYourSuccess

Votre partenaire en communication imprimée

**Siège**

Chaussée d'Uvira à 400 m de l'Ex-BINUB  
Fixe : (+257) 22 27 59 44  
Mob: (+257) 76 109 109

**Agence**

Rohero II, Avenue MOSO N°23  
Fixe : (+257) 22 27 59 44  
Mob: (+257) 76 109 109



Site web: [www.hopedesign.bi](http://www.hopedesign.bi)

E-mail: [hopedesign@hopedesign.bi](mailto:hopedesign@hopedesign.bi)

SOCIETE

## A la découverte de l'orphelinat de Kiremba-Sud

Situé dans la zone Muzenga de la commune et province Bururi, l'orphelinat de Kiremba-Sud est l'une des maisons d'accueil qui héberge les nouveau-nés qui perdent leurs mères. Propriété de l'église pentecôte de Kiremba, cette infrastructure a déjà accueilli 966 orphelins et continue de poser ce geste louable



Jusqu'à maintenant, l'orphelinat de Kiremba a déjà accueilli 966 enfants.

Il est mercredi le 13 octobre 2021 vers 12h quand nous débarquons à cet orphelinat. Un endroit bien aménagé, très calme et très propre. Dans la cour intérieure se trouve un jardin subdivisé en parcelles. Les maisons sont peintes en rouge. Le gazon est bien taillé. Des fleurs sont plantées tout au long des allées. Des balançoires pour enfants sont également installés.

Dans la cour intérieure, les enfants sont regroupés selon l'âge. Certains sont assis, d'autres sont en train de jouer. On se dirige vers un groupe. Sans trop tarder, les enfants viennent nous saluer à tour de rôle. N'eût été le coronavirus, nous les aurions embrassés.

### Ses débuts se situent en 1962

« L'orphelinat de Kiremba a débuté ses activités en 1962. Il a été mis en place par deux suédoises aux âmes charitables », informe Régine Bukuru, l'une des responsables de cet orphelinat. Et de continuer : « Il a commencé par accueillir deux en-

fants jumeaux qui venaient de perdre leur mère. Après, est venu le tour d'autres enfants. Cet orphelinat a même hébergé deux vieilles dames ».

Régine Bukuru précise que cet orphelinat reçoit des nouveau-nés qui viennent de perdre leurs mères en provenance de toutes les provinces du Burundi. Ces enfants doivent être amenés par leurs pères ou un membre de la famille avec des données précises sur leur provenance.

Selon elle, auparavant, les enfants grandissaient à cette orphelinat. Mais par après, l'orphelinat a été submergé. « Le gouvernement a alors décidé que les enfants qui atteignent 5 ans doivent regagner leurs familles d'origine », explique-t-elle tout en clarifiant que des fois il arrive que certains pères viennent récupérer leurs enfants avant les 5 ans. « Mais on doit s'assurer que ces papas ont les capacités de prendre en charge leurs enfants. Si on constate que quelqu'un n'a pas de moyens suffisants, on lui refuse de l'emmener ». Si un enfant dépasse 5 ans sans que son père ou sa famille

viennent le récupérer, l'orphelinat s'organise pour le ramener chez lui.

### Environ 1000 enfants

Jusqu'à maintenant, l'orphelinat de Kiremba a déjà accueilli 966 enfants. « Actuellement, on prend en charge 81 enfants. Auparavant, les Blancs ne dépassaient pas un effectif de 62 enfants mais, actuellement, les décès sont nombreux. On est obligé de dépasser cet effectif ».

L'admission d'un enfant dans cet orphelinat est gratuite. « Il n'y a pas de frais exigés. Toutefois, pour encourager les pères à rendre visite à leurs enfants, on leur impose le paiement d'une somme de 500 FBu par mois. Cela pour leur rappeler qu'ils doivent venir rendre visite à leurs enfants. S'ils ne paient pas ces frais, on ne fera de pressions sur eux. Certains ne viennent pas faute de moyens ou parce qu'ils viennent de loin », précise Régine Bukuru.

### D'où proviennent les fonds ?

Toute personne à l'âme charitable peut soutenir l'orphelinat de Kiremba. « Au début, ce sont les Suédois qui mobilisaient les fonds pour soutenir cet orphelinat. Mais, actuellement, ils ne le font plus. Les promoteurs n'en sont plus capables. Il reste un seul qui est d'ailleurs vieux et se trouve dans l'incapacité de mobiliser les fonds pour cet orphelinat », explique Régine Bukuru. Elle ajoute également que l'église pentecôte de Kiremba-Sud mobilise au mois d'avril de chaque année les

fonds de soutien à cet orphelinat. « Des particuliers ou des autorités aux âmes charitables donnent également un coup de pouce pour élever ces enfants. Ils amènent du lait, des savons, des habits, etc. », fait-elle savoir. L'orphelinat de Kiremba possède également des champs de cultures qui lui permettent de nourrir les enfants qu'il héberge. Il pratique en outre l'élevage des vaches laitières et des porcs.

### Les défis ne manquent pas

Régine Bukuru révèle que cet orphelinat fait face à deux défis de taille. Le manque de lait et le manque de moyens de déplacement. A part le lait des vaches, cet orphelinat recourt à « France Lait », surtout pour les petits bébés. « Pour avoir la grande quantité du lait de vaches, on se rabat également sur les ménages proches pour en acheter. Mais il y a des périodes où on observe une petite production de lait, notamment pendant la saison sèche », révèle Mme Bukuru. Cet orphelinat fait également face au manque de déplacement. Le seul véhicule est utilisé dans le transport du fumier ou des récoltes des champs de cultures se trouvant à l'extérieur du domaine agricole de l'orphelinat ou dans l'approvisionnement en bois de chauffage est en piteux état.

Régine Bukuru invite toute personne qui a une âme charitable à soutenir l'orphelinat de Kiremba-Sud.

Bruce Habarugira